Nations Unies

S/PV.7834



Conseil de sécurité

Soixante et onzième année

Provisoire

7834e séance

Mardi 13 décembre 2016, à 12 h 15

New York

Président :	M. Oyarzun Marchesi	(Espagne)
Membres :	Angola	M. Martins
	Chine	M. Wu Haitao
	Égypte	M. Aboulatta
	États-Unis d’Amérique	Mme Power
	Fédération de Russie	M. Churkin
	France	M. Delattre
	Japon	M. Bessho
	Malaisie	Mme Adnin
	Nouvelle-Zélande	M. van Bohemen
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord	M. Rycroft
	Sénégal	M. Ciss
	Ukraine	M. Yelchenko
	Uruguay	M. Bermúdez
	Venezuela (République bolivarienne du)	M. Suárez Moreno

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

15-43611 (F)





La séance est ouverte à 12 h 15.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil,

j'invite le représentant de la République arabe syrienne à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je tiens à saluer chaleureusement le Secrétaire général, S. E. M. Ban Ki-moon, à qui je donne maintenant

la parole.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : J'ai été invité à intervenir devant le Conseil de sécurité pour parler de la situation tragique qui règne à Alep. Depuis fin novembre, nous avons vu les forces gouvernementales syriennes et leurs alliés saisir de vastes étendues du territoire dans l'est d'Alep. Ces 48 dernières heures, nous avons été témoins de l'effondrement presque total des lignes de front de l'opposition armée, qui ne contrôle désormais que 5 % du territoire qu'elle occupait dans la ville.

Cela s'est produit après des bombardements sans précédent, selon de nombreux témoins. Les civils continuent d'être tués et blessés à un rythme brutal. En effet, les Nations Unies ont reçu des informations crédibles selon lesquelles des dizaines de civils avaient été tués par des bombardements intenses ou des exécutions sommaires effectués par des forces pro-gouvernementales. Nous avons vu des vidéo choquantes d'un corps en feu dans la rue, manifestement après un bombardement aérien. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a reçu des informations faisant état d'arrestations et d'exécutions de civils, dont des femmes et des enfants, dans quatre quartiers.

Au fur et à mesure que les lignes de front se sont déplacées, les civils ont fui en empruntant des routes dangereuses, et en laissant pratiquement tout derrière eux. Beaucoup de gens ont perdu le contact avec les membres de leurs familles qui se trouvent dans l'est d'Alep, car ils ont été déplacés ou ont brûlé leurs cartes SIM et leurs téléphones par crainte de représailles s'ils étaient arrêtés. Des jeunes gens auraient été embarqués, arrêtés ou envoyés combattre aux côtés des forces gouvernementales. On a déjà enregistré des dizaines de milliers de personnes qui ont afflué dans l'ouest d'Alep, mais il est probable qu'il y a encore des milliers de personnes déplacées qui n'ont pas été enregistrées. Nous n'avons pas de données précises.

Nous n'avons pas non plus de données précises concernant le nombre de personnes qui se trouvent toujours dans le secteur de l'est d'Alep contrôlé par l'opposition parce que tous les organismes sanitaires et de gouvernance à même de compter les vivants et les morts ont été détruits dans ce chaos. En outre, les autorités syriennes ont systématiquement refusé de nous accorder l'accès sur le terrain pour vérifier directement ces informations. Cependant, cela ne veut pas dire que les informations que nous recevons ne sont pas crédibles – nous sommes certains qu'il y a des civils qui se comptent par milliers.

Dans l'entre-temps, hier, le Ministère russe de la défense russe a annoncé qu'il avait aidé plus de 100 000 civils à quitter l'est d'Alep, dont 40 484 enfants, et qu'il avait fourni 78 tonnes d'aide humanitaire aux personnes déplacées. Il a également indiqué que 2 215 militants avaient déposé les armes et quitté l'est d'Alep et que l'armée russe continuait à déminer les quartiers de l'est d'Alep et avait déjà déminé plus de 31 hectares de structures urbaines et 18 kilomètres de routes.

Le Ministère russe de la défense a également affirmé qu'il n'y avait pas de membres de l'opposition, d'organisations humanitaires ou de défenseurs des droits de l'homme à Alep et que l'est d'Alep se trouvait auparavant sous le contrôle total des terroristes. Il a également laissé entendre qu'il était exagéré d'estimer le nombre de civils assiégés à 250 000 et a précisé que plus de 100 000 civils dont les terroristes se servaient comme boucliers humains dans l'est d'Alep avaient quitté les lieux dès qu'ils en avaient eu la possibilité. Le Centre de réconciliation de la Fédération de Russie aurait également reçu des informations faisant état d'actes de torture et d'exécutions, de la part d'habitants fuyant l'est d'Alep.

Nous croyons comprendre que des négociations sont en cours entre les parties en vue de parvenir à un accord d'évacuation, et qu'elles sont facilitées par la Russie et la Turquie. Nous appuyons ces efforts et nous sommes prêts à contribuer à la mise en œuvre et à la supervision de cet accord, dont la conclusion, selon ce

que nous avons cru comprendre, est imminente. Nous rappelons à toutes les parties qu'au regard du droit international humanitaire, elles ont l'obligation de donner la priorité à l'évacuation en toute sécurité des civils d'Alep et de veiller à ce que ceux qui se sont rendus ou qui ont été capturés soient traités avec humanité et conformément au droit international.

Le Conseil de sécurité et les États Membres ont à maintes reprises souligné l'importance de l'alerte rapide et de la prévention, essentielles pour relever les défis de la paix et de la sécurité internationales. Il y a eu abondance d'alertes rapides données au Conseil concernant la situation à Alep. Plus particulièrement, mon Envoyé spécial a à maintes reprises, ces derniers mois, averti que l'est d'Alep pourrait être détruit d'ici à la fin de l'année si une action urgente n'était pas conduite. Il a proposé des mesures concrètes pour répondre aux préoccupations concernant le Front el-Nosra sans risquer de provoquer inutilement des pertes en vies ou la destruction de parties de l'une des plus anciennes villes au monde habitée en permanence.

En outre, l'Assemblée générale a voté à une majorité écrasante pour exhorter le Conseil à mener une action préventive à Alep. Mais, lorsqu'il a eu la possibilité de le faire ces trois derniers mois, le Conseil ne l'a pas fait. Depuis septembre, le Conseil de sécurité a échoué à adopter trois projets de résolution qui auraient pu permettre une trêve humanitaire, l'évacuation des civils et l'entrée d'une aide destinée à sauver des vies.

J'ai déjà dit que nous avons collectivement échoué à répondre aux attentes du peuple syrien. Le Conseil de sécurité n'a pas exercé sa responsabilité première dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'histoire ne nous absoudras pas facilement, mais cet échec nous oblige à faire encore davantage pour manifester à la population d'Alep notre solidarité en ce moment.

Dans l'immédiat, il faut tout faire pour stopper le carnage. Alors que la bataille d'Alep s'achève, j'appelle les autorités syriennes et leurs alliés, la Russie et l'Iran, à honorer leurs obligations au titre du droit international humanitaire et à faire ce qui suit : autoriser en urgence les civils qui restent à fuir la zone, et faciliter l'accès de tous les acteurs humanitaires et l'acheminement d'une assistance d'importance cruciale. Les lois de la guerre et les droits de l'homme universels doivent être respectés.

Ces derniers jours et ces dernières heures, nous sommes les témoins de ce qui semble n'être rien moins qu'un effort acharné du Gouvernement syrien et de ses alliés pour mettre fin au conflit interne dans le pays par le biais d'une victoire militaire totale et sans compromis. Je n'accepte pas les dernières déclarations faites par le Gouvernement syrien et le Ministère russe de la défense qu'aucun groupe de l'opposition ou organisation humanitaire n'était présent dans l'est d'Alep.

Cela ne signifie pas que je minimise l'importance de lutter contre le terrorisme ou la nécessité de combattre la présence confirmée, dans l'est d'Alep, du Front el-Nosra, groupe terrorise inscrit sur la liste. En fait, je suis d'accord avec ce point et je l'appuie, mais comme mon Envoyé spécial l'a indiqué, est-ce que la présence de moins de 1000 combattants doit déterminer le sort de dizaines, peut-être de centaines de milliers, de civils? Le contexte compte aussi. Personne ne conteste le fait que les combattants d'el-Nosra sont en effet présents à Alep. Mais ils sont aussi présents en plus grand nombre et en concentration plus forte ailleurs en Syrie. Il ne semble pas que l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) soit présent à Alep, mais il a clairement exploité le fait que le Gouvernement syrien et ses alliés ont concentré leur effort sur Alep pour lancer une offensive sur Palmyre.

Ce qui se passera sur le champ de bataille dans les prochains jours et semaines ne mettra pas fin au conflit; et les avancées militaires ne règleront pas la crise des réfugiés. La libération de Mossoul et de Raqqa ne sonnera pas non plus le glas de l'EIIL et de son idéologie empoisonnée. Croire cela revient à prendre ses désirs pour des réalités.

Il y a une semaine, le Président colombien et lauréat du prix Nobel de la paix, M. Juan Manuel Santos Calderón, nous a averti qu'une victoire finale par la force, quand une alternative non violente existe, n'est rien d'autre que la défaite de l'humanité elle-même. En Syrie, les conséquences d'une telle approche déshumanisante pourraient être une accélération de la radicalisation, qui mènera aux prochaines versions d'Al-Qaida et de l'EIIL. Elle enverrait aussi un signal effrayant aux millions de personnes qui ont déjà fui la violence, rendant la population syrienne réfugiée semi-permanente et accentuant la pression sur la région et sur l'Europe.

Le Conseil a affirmé à maintes reprises qu'un processus politique ouvert à tous les Syriens et mené par eux, qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien, est le seul moyen de trouver une solution durable à ce terrible conflit. Il est plus que temps pour le Conseil d'agir – et de contraindre les autres à agir – sur la base

de cette prescription. Alep doit représenter la fin de la quête d'une victoire militaire, non le début d'une campagne militaire plus vaste dans un pays déjà ravagé, au point d'être devenu méconnaissable, par cinq années de guerre. La bataille en cours doit être suivie d'une fin immédiate de la violence de la part de toutes les parties et d'un accès humanitaire sans entraves, grâce à un engagement véritable et sans conditions préalables, sur la base des instruments politiques dont nous disposons déjà, notamment la résolution 2254 (2015).

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité.

M. Delattre (France) : Je remercie la présidence espagnole d'avoir accepté de convoquer, à la demande de la France et du Royaume-Uni, ces consultations immédiates. Je remercie également le Secrétaire général de son intervention et de son engagement.

Au moment où nous parlons, Monsieur le Président, le scénario du pire est en train de se produire à Alep. Des massacres de civils sont en train d'être commis sous les yeux de la communauté internationale. Selon les informations convergentes en notre possession, des exécutions sommaires ont lieu dans les rues d'Alep-Est, des civils sont assassinés et parfois brûlés vifs dans leur maison, les corps des civils et des enfants morts jonchent les rues d'Alep. Le plus grave est que cette abomination était prévisible, comme nous l'avons dit ici. Nous connaissons tous les méthodes barbares du régime de Bashar Al-Assad. Nous savons tous parfaitement le cas qu'il a fait des vies civiles depuis le début du conflit syrien. Nous sommes donc tous parfaitement conscients de ce qui pourrait advenir, dans les toutes prochaines heures, des quelque 120 000 personnes qui se trouvent encore prisonnières d'Alep-Est et qui pourraient être livrées, si nous ne faisons rien, à la sauvagerie des forces d'Assad.

L'urgence absolue est donc de mettre un terme aux massacres, de permettre l'évacuation de tous les civils sous protection internationale vers la destination de leur choix et d'autoriser l'accès immédiat et sans entrave de l'aide humanitaire. C'est le message que la France a passé avec ses partenaires concernés lors de la réunion que le Ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Marc Ayrault, a tenu à Paris le 10 décembre dernier. C'est le message que l'Assemblée générale des Nations Unies, à travers la résolution 71/30 votée à une écrasante majorité, a passé au monde il y a quelques jours. La France en appelle donc une nouvelle fois, avec beaucoup de force, à ceux qui ont les moyens d'agir, et notamment à la Russie, pour mettre un terme sans délai à ce bain de sang et répondre à cette urgence humanitaire qui est, encore une fois, une urgence absolue.

Ne nous y trompons pas : le drame d'Alep n'est pas le chemin douloureux par lequel il faudrait passer pour obtenir enfin la stabilisation de la Syrie autour d'une Syrie dite « utile » reconstituée. Non, au bout de cette chute vers l'abîme, de ces enfants déchiquetés par les bombes ou défigurés par la faim, il y a la promesse d'un conflit sans fin dont les groupes terroristes seront naturellement les premiers bénéficiaires. La tragédie d'Alep, il faut le répéter – il faut le marteler – nourrit mécaniquement la radicalisation, et donc le terrorisme. En cela, elle est bien un cadeau fait au terrorisme. En cela aussi, la comparaison entre Alep aujourd'hui et le Guernica de la guerre d'Espagne apparaît plus pertinente que jamais. Alep est à la fois l'épicentre du pire drame humanitaire de ce début du XXIe siècle, mais aussi un trou noir qui aspire et détruit toutes les valeurs qui sont celles des Nations Unies et, enfin, la promesse de terribles drames à venir.

Enfin, qu'il me soit permis de souligner que la tragédie d'Alep n'est pas le fruit du hasard. Il faudra démonter les mécanismes qui ont rendu possible cette descente vers l'abîme. Cette tragédie est le résultat de la sauvagerie des uns, de la complicité active et du cynisme absolu des autres, mais aussi de beaucoup de lâcheté et d'indifférence et – il faut avoir le courage de le dire – de l'impuissance de la communauté internationale et de l'ONU. C'est dans cet esprit, pour éviter précisément cette impuissance collective dans laquelle nous nous trouvons et qui met en cause gravement la crédibilité même du Conseil de sécurité, que la France a proposé, conjointement avec le Mexique, une initiative permettant de suspendre le recours au veto des membres permanents en cas d'atrocités de masse. Cette initiative, que la France continuera à promouvoir, a d'ores et déjà reçu le soutien d'une centaine de pays.

Je ne veux pas être trop long, mais dans ces heures terribles pour Alep, cette ville qui a connu tant de civilisations brillantes et qui est aujourd'hui livrée à la barbarie, la France lance à nouveau un appel à l'action et donc, forcément, à nous unir autour d'objectifs communs fondés sur le principe minimum d'humanité, tel que vient de le rappeler le Secrétaire général. Des

dizaines de milliers de vies sont en jeu, ne tiennent qu'à un fil et dépendent de nous. Alors, sachons agir.

M. Rycroft (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir accepté de convoquer la présente séance d'urgence sur l'initiative de la France et du Royaume-Uni.

Aujourd'hui est un jour sombre pour la population d'Alep – sans aucun doute le plus sombre de ces cinq dernières années. Les forces d'Assad, soutenues par la Russie et l'Iran, ont encore une fois repoussé les limites de l'horreur, en passant du siège à la boucherie.

Aujourd'hui, l'ONU a été informée que les forces pro-gouvernementales entraient dans les maisons de l'est d'Alep; qu'elles vont de porte à porte, pour y exécuter les occupants. Quatre-vingt-deux personnes ont été assassinées, dont 13 étaient des femmes et 11 étaient des enfants : aucun n'était terroriste. On nous a signalé que des femmes se suicidaient pour ne pas être violées. On nous a signalé que certaines personnes étaient brûlées vives. On nous a signalé que des centaines d'hommes avaient disparu, capturés par le régime alors qu'ils tentaient de fuir Alep.

Tous ces signalements rappellent les jours les plus sombres de l'histoire de l'ONU. La dernière fois que cela s'est produit, nous avons dit « Plus jamais ça! ». Mais voilà que cela se reproduit, aujourd'hui même.

Il faut protéger les civils. Mêmes les guerres ont des règles. Nous exhortons le régime d'Assad, ainsi que la Russie et l'Iran, de respecter ces règles et, en l'occurrence, de respecter la volonté de l'immense majorité des membres du Conseil de sécurité et de l'immense majorité des membres de l'Assemblée générale. Nous exhortons ceux qui ont choisi d'épauler Al-Assad de revoir leur position.

Comme vient de nous le dire le Secrétaire général, le Conseil de sécurité a manqué à ses devoirs. Il y a manqué parce que la Russie a usé et abusé, à maintes reprises, de son droit de veto, et ce, même pour prévenir un cessez-le-feu de sept jours. À ceux qui ont soutenu Al-Assad et qui ont empêché le Conseil d'agir, nous posons la question : comment peuvent-ils se ranger aux côtés d'une telle cruauté? Comment peuvent-ils cautionner un tel abus de la Charte des Nations Unies, un texte que nous prétendons tous respecter? Il faut qu'ils renouent avec leur conscience morale, qu'ils renouent avec leur foi en la dignité et la valeur de la personne humaine. Qu'ils renouent avec ces concepts avant qu'il ne soit trop tard, et qu'ils nous aident à mettre un terme à ces souffrances.

Nous savons ce qui doit être fait. Les attaques, les meurtres doivent cesser. Les souffrances de ceux qui sont encore à Alep durent depuis bien trop longtemps. L'ONU se tient prête à contribuer à ce que l'assistance puisse entrer à Alep et à ce que les civils puissent en sortir. L'opposition a accepté ce plan. Mais pour que cela puisse arriver, le régime et ses appuis doivent faire passer l'humanité en premier et accorder à l'ONU les permissions nécessaires.

Nous allons entendre des arguments différents de la part de la Russie aujourd'hui, mais j'espère sincèrement que, en dépit de ces divergences de vues, la Russie et les autres membres du Conseil de sécurité qui se sont opposés au cessez-le-feu la semaine dernière pourront au moins consentir aux mesures élémentaires ci-après : premièrement, permettre à l'ONU d'avoir accès à l'est d'Alep, pour qu'elle serve d'observatrice sur le terrain, qu'elle achemine de l'assistance à ceux qui en ont besoin et qu'elle protège les civils; deuxièmement, s'associer à l'appel que je lance aujourd'hui à faire en sorte que tous ceux qui, de quelque camp que ce soit, commettent des crimes de guerre aient à répondre de leurs actes; et, troisièmement, aider à restaurer la paix en Syrie, par la seule voie possible, c'est-à-dire un règlement politique.

Le monde entier nous regarde, et il nous faut être clairs sur ce qui se produira si ces mesures ne sont pas prises. Alep ne sera plus qu'un souvenir – une ville peuplée de morts. Dans les jours à venir, des centaines si ce n'est des milliers de personnes vont être tuées ou disparaître sans que l'on ne sache rien de leur sort. Mais la chute d'Alep ne sera pas une victoire pour Al-Assad. Il aura sacrifié son pays et les vies de centaines de milliers de civils innocents dans le seul but de conserver son emprise sur le pouvoir. Comment peut-il compter diriger un pays qu'il aura si impitoyablement détruit? Comment peut-il compter unifier un pays qu'il aura lui-même délibérément divisé?

Comme l'a si bien illustré un médecin d'Alep au début du mois :

> « Al-Assad n'a donné qu'une seule alternative à la population d'Alep : subir de nouveau son joug ou mourir sous les bombes. Nous ne reviendrons pas sous le joug d'Assad. »

La guerre ne finira pas avec la chute d'Alep. Al-Assad ne contrôlera jamais ni les cœurs ni les esprits des Syriens qui réclament la liberté à grands cris. Il

n'aura jamais que la maîtrise d'un tiers de la Syrie, et il sera l'obligé des puissances étrangères qui préfèrent l'aider à détruire son pays plutôt qu'aider le Conseil à le sauver.

Le paradoxe est que, tandis qu'ils commettent leurs attaques barbares sous le prétexte de triompher du terrorisme, les véritables terroristes – qui sont la véritable menace – refont leur apparition, dans d'autres régions de Syrie. Cette semaine, Palmyre est de nouveau tombée sous le contrôle de Daech. Palmyre est désormais aux mains d'un groupe dont la soif de sang n'a de rivale que celle du régime d'Assad. Plutôt que les combattre, Al-Assad leur a donné les moyens de leurs ambitions, en brutalisant de manière obsessive et systématique son propre peuple. Il prétend combattre le terrorisme. Si la situation n'était pas aussi tragique, aussi monstrueuse, ses affirmations seraient risibles.

Le Conseil ne peut pas fermer les yeux en ce jour le plus grave du conflit le plus abominable du XXIe siècle. Nous ne pouvons pas nous laisser distraire par des allégations mensongères de lutte contre le terrorisme. Et nous ne pouvons pas, nous ne devons pas permettre à ces crimes de guerre de rester impunis. Nous devons aux habitants d'Alep, vivants et morts, de veiller à ce qu'Assad et ses alliés russes et iraniens répondent des horreurs qu'ils ont commises.

Mme Power (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Voici ce qui se passe en ce moment-même dans l'est d'Alep. Des Syriens pris au piège des combats sont en train d'envoyer leurs ultimes appels à l'aide, voire de dire adieu au monde. Un médecin, Mohammad Abu Rajab, a laissé ce message vocal :

> « Ceci est un dernier appel de détresse adressé au monde. Sauvez les vies de ces enfants, de ces femmes et des ces vieillards. Sauvez-les. Il ne reste personne. Vous n'entendrez probablement plus parler de nous après cela. »

Un photographe nommé Amin Al-Halabi a écrit sur Facebook,

> « J'attends de mourir ou d'être capturé par le régime d'Assad. Priez pour moi et ne nous oubliez jamais. »

Un enseignant nommé Abdel Kafi Alhamdo a écrit,

> « Je peux tweeter maintenant, mais ça ne durera probablement pas. S'il vous plaît, sauvez la vie de ma fille et des autres. Je m'adresse à vous en tant que père. »

Un autre médecin a dit à un journaliste,

> « Souvenez-vous qu'il existait une ville nommée Alep que le monde a rayée de la carte et de l'histoire. »

Voilà ce qui se passe dans la partie est d'Alep. Voilà ce que sont en train de faire des États Membres de l'ONU qui sont aujourd'hui assis autour de cette table en fer à cheval. Voilà ce qu'est en train de subir la population de l'est d'Alep – des pères, des mères, des fils, des filles, des frères et des sœurs, comme chacun d'entre nous ici.

Bien sûr, il est extrêmement difficile d'obtenir des informations en provenance de la zone restreinte qui est toujours contrôlée par l'opposition. D'aucuns s'en serviront comme alibi pour couvrir ce que des témoignages filmés, des appels téléphoniques et autres contacts nous communiquent en direct. L'argument sera évoqué que tout ceci est difficile à vérifier.

C'est délibéré. Le régime d'Assad et la Russie, avec le soutien de l'Iran, utilisent les milices sur le terrain, et ils font tout ce qu'ils peuvent pour isoler la ville. Le Conseil de sécurité entendra dire « Nous ne sommes pas certains. Peut-être sont-ce des mensonges. » Mais ceux qui le prétendent cachent au monde ce qui se passe. Il serait aisé pour des enquêteurs indépendants d'entrer dans la ville, avec des vivres, des travailleurs de santé et d'autres moyens. Au lieu de cela, les agresseurs cachent volontairement au monde leurs attaques brutales. Il suffit cependant d'examiner les nombreux témoignages qui ont pu nous parvenir, les si nombreux témoignages – ceux des premiers intervenants qui décrivent les voix d'enfants piégés sous les décombres de bâtiments effondrés. Il ne reste plus de premiers intervenants ou de matériel pour leur porter secours, et plus de médecins pour les soigner. Des corps jonchent les rues de l'est d'Alep, mais nul n'ose les ramasser par peur des bombardements ou d'être tué par balle. On estime qu'au moins 100 enfants sont en ce moment pris au piège dans un bâtiment visé par des tirs nourris. Évidemment, ces jeunes enfants doivent être des terroristes, parce qu'on dira aux membres du Conseil que tous ceux qui sont exécutés, tous ceux qui sont attaqués à coups de barils d'explosifs ou de gaz chloré sont tous des terroristes, jusqu'au dernier, même les nourrissons.

Le régime de Bashar Al-Assad, la Russie, l'Iran et les milices qui leur sont affiliées sont responsables de ce que l'ONU a décrit comme un effondrement total de l'humanité. Ils sont sans merci, même maintenant, en dépit de leurs conquêtes territoriales. Rien qu'au cours des dernières 24 heures, les forces pro-Al-Assad auraient tué 82 civils, dont 11 femmes et 13 enfants. Il semble que ces forces pénètrent dans des maisons et exécutent des civils sans autre forme de procès, comme nous l'avons entendu. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, des milices étrangères, notamment l'organisation iraquienne Harakat Al-Nujaba, sont impliquées dans ces tueries. Même lorsque des civils parviennent à passer entre les balles et à traverser les lignes de front, les organismes de renseignement syriens prennent des personnes à part et les renvoient, peut-être pour être entassées sur les lignes de front ou probablement dans les mêmes prisons où nous savons que le régime d'Assad torture et exécute ses prisonniers.

À la lumière de ces informations, nous nous associons à ceux – notamment le Secrétaire général, dont nous venons d'entendre un des derniers appels – qui ont prié une fois de plus le régime d'Assad et la Russie de mettre un terme aux attaques contre Alep afin de protéger les civils. Nous appelons la Russie et Al-Assad à permettre à des observateurs internationaux impartiaux d'entrer dans la ville pour superviser l'évacuation dans la sécurité des personnes qui souhaitent partir mais craignent à juste titre que si elles en font la démarche, elles pourraient être abattues dans la rue ou expédiées dans un des goulags d'Assad.

Le régime d'Assad et la Russie semblent déterminés à saisir le moindre centimètre carré d'Alep par la force quel que soit le nombre de cadavres d'innocents qui s'empileront sur leur passage. Nous continuons toutefois d'insister pour qu'ils répondent à l'appel de l'ONU leur demandant d'ouvrir l'accès et de permettre une évacuation sûre et ordonnée, car nous refusons d'accepter que des hommes, des femmes et des enfants innocents puissent être massacrés simplement parce qu'ils vivent dans une zone de conflit. Notre humanité et notre sécurité communes exigent que certaines règles de guerre – les plus élémentaires – soient respectées. Il revient à nous tous présents ici de défendre ces règles.

Au régime d'Assad, à la Russie et à l'Iran, les trois États Membres responsables de la conquête et du carnage d'Alep, je tiens à dire qu'ils portent la responsabilité de ces atrocités. En rejetant les efforts d'évacuation de l'ONU et du Comité international de la Croix-Rouge, ils font savoir aux milices qui massacrent des innocents qu'elles peuvent poursuivre leurs agissements. Le fait de nier ou d'embrouiller les faits, comme ils le feront aujourd'hui, en arguant que l'endroit est l'envers et que noir est blanc ne les absoudra pas.

Le jour où toute la lumière sera faite sur les horreurs commises durant l'assaut contre Alep – et ce jour viendra tôt ou tard –, ces pays ne pourront pas prétendre qu'ils ne savaient pas ce qu'il se passait ou qu'ils n'étaient pas impliqués. Nous saurons tous ce qui s'est passé, et nous saurons tous qu'ils étaient impliqués.

Alep va ajouter son nom aux événements marquants de l'histoire mondiale qui ont défini le mal moderne et entachent notre conscience des décennies plus tard : Halabja, Rwanda, Srebrenica, et maintenant Alep. Au régime d'Assad, à la Russie et à l'Iran, je tiens à dire que leurs forces et leurs intermédiaires sont ceux qui commettent ces crimes. Leurs barils d'explosifs, leurs mortiers et leurs frappes aériennes permettent aux milices d'Alep d'encercler des dizaines de milliers de civils dans un nœud coulant de plus en plus serré. C'est leur nœud coulant – trois États Membres de l'ONU qui contribuent à resserrer un nœud coulant autour de civils. Ils devraient avoir honte. Au contraire, tout porte à croire que cela les encourage; ils sont en train de préparer leur prochaine attaque. Sont-ils réellement incapables de ressentir de la honte? N'existe-t-il vraiment rien dont ils puissent avoir honte? Aucun acte de barbarie contre les civils, aucune exécution d'enfant qui leur reste en travers de la gorge ou les fasse frémir? Ne reste-t-il plus rien qui les empêche de mentir ou qu'ils n'oseront justifier?

Aux membres du Conseil et à tous les États Membres de l'ONU, je tiens à dire que les terribles attaques dont nous sommes témoins à Alep ne s'arrêteront pas si la ville tombe. Le régime et ses alliés russes vont s'enhardir et reproduire ailleurs leur tactique d'affamement-reddition-massacre. C'est le modèle qu'ils vont appliquer pour tenter de reprendre des villes dans toute la Syrie. Ils ne s'arrêteront pas à Alep, et ils ne s'attaqueront pas essentiellement aux terroristes. Ça n'a jamais été le cas, et rien ne porte à croire que cela va le devenir.

Quelle que soit la taille d'un pays, quelles que soient ses vues concernant la souveraineté, s'il pense comme nous que le terrorisme est un des problèmes mondiaux qu'il vaut la peine de combattre, il est essentiel que chacun d'entre nous assume la responsabilité de dénoncer ces atrocités. Nous venons d'entendre le

Secrétaire général l'affirmer clairement. Nous sommes tenus de dire aux responsables qu'ils doivent s'arrêter. L'heure n'est plus aux faux-fuyants, à l'autocensure, à éviter de pointer du doigt les responsables ou à invoquer des subtilités diplomatiques qui sont si bien établies au Conseil.

Nommez les responsables. Appelez Moscou, Damas, Téhéran à mettre un terme à leurs agissements. Utilisez tous les canaux publics et privés disponibles, passez par quelqu'un qui connaît quelqu'un. La vie de dizaines de milliers de Syriens qui se trouvent toujours dans l'est d'Alep – entre 30 000 et 60 000 personnes – et de centaines de milliers de personnes assiégées dans le reste du pays en dépend.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Ma déclaration comportera quatre brèves sections.

La première portera sur le fait que la propagande, la désinformation et la guerre psychologique ne sont pas des concepts nouveaux. Le phénomène nouveau, exacerbé par ce que nous observons dans le contexte du conflit syrien, c'est la propagation de fausses informations. Dans ces inventions de toutes pièces, ils s'abaissent à utiliser des images d'enfants. Nous ne voulons pas que le Secrétariat de l'ONU soit utilisé comme un instrument dans un jeu aussi cynique.

Je ne veux pas rappeler à la troïka occidentale, qui a convoqué la séance d'aujourd'hui et qui parle de façon aussi grandiloquente, le rôle qu'elle a joué dans l'émergence de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) après l'invasion de l'Iraq par les États-Unis et le Royaume-Uni. Je ne veux pas rappeler le rôle que ces trois pays ont joué dans l'aggravation de la crise syrienne, qui a entraîné ces terribles conséquences et conduit à la résurgence des organisations terroristes en Syrie et en Iraq. Ce que je trouve particulièrement étrange est la déclaration de la représentante des États-Unis, qui a prononcé sa déclaration comme si elle était Mère Teresa. Elle devrait se rappeler le pays qu'elle représente, elle devrait se rappeler les antécédents de service de son pays! Ce n'est qu'alors qu'elle pourra adopter une position de supériorité morale. Posons-nous la question suivante : qui est coupable de quoi? Qui faut-il blâmer? Je crois qu'en fin de compte, c'est Dieu qui en jugera.

La deuxième partie de ma déclaration concerne l'information selon laquelle, depuis hier soir, les autorités syriennes contrôlent plus de 98 % d'Alep. Les rebelles militants ne détiennent que trois kilomètres carrés. Au cours des dernières 24 heures, l'armée syrienne a libéré 11 autres quartiers dans l'est d'Alep. Au cours des dernières 24 heures, les quartiers d'Alep qui sont encore sous le contrôle des rebelles ont diminué. Avec l'aide du Centre russe pour la réconciliation des parties belligérantes sur le territoire de la République arabe syrienne, plus de 7 796 civils ont été évacués, y compris 3 946 enfants. Quelque 375 rebelles ont déposé les armes et se sont rendus dans la partie ouest de la ville. Depuis le début de l'opération, près de 110 000 civils, dont 44 367 enfants, ont été évacués de la ville, et plus de 7 000 ont regagné leurs foyers dans les zones libérées de la partie ouest d'Alep.

Trois actions humanitaires ont eu lieu au cours des dernières 24 heures, au cours desquelles des civils se trouvant dans des abris temporaires dans l'est d'Alep ont reçu des fournitures humanitaires. Dans les quartiers d'Al-Aziza et de Cheik Maqsoud, environ une tonne d'aide a été livrée. À Al-Maliha, c'est près d'une tonne et demie qui a été acheminée. Des repas chauds et des fournitures d'urgence sont fournis aux civils ayant quitté les zones d'Alep qui se trouvent sous le contrôle de groupes armés illégaux.

Au cours des dernières 24 heures, au total 16 hectares ont été déminés et 48 bâtiments, dont cinq écoles, un complexe résidentiel et une maison de retraite, ainsi que qu'un par cet 2,5 kilomètres de routes, ont été débarrassés d'engins explosifs improvisés. Au cours des dernières 24 heures, des artificiers russes ont désactivé et démonté plus de 1 200 engins explosifs dans les parties libérées de l'est d'Alep. Les résultats d'une enquête organisée par dans les zones libérées de la partie est d'Alep par des artificiers russes du Centre international de l'action antimines n'ont pas encore révélé qu'un d'hôpital ou une école ont été utilisés par les militants aux fins prévues. Il y a encore de nombreuses mines armées dans des bâtiments publics et des écoles qui ont été utilisés par les rebelles comme entrepôts d'explosifs, tribunaux de la charia, quartiers-généraux des militants ou usines de roquettes de fabrication artisanale.

Je passe à la troisième partie de ma déclaration, qui porte sur les dernières informations. L'armée syrienne est en train d'achever la libération d'Alep des griffes des groupes militants radicaux, notamment des terroristes du Front el-Nosra, qui ont refusé de quitter la ville en empruntant des couloirs sûrs. Qui plus est, ils ont non seulement poursuivi les hostilités contre les forces gouvernementales, affirmant que mieux valait

mourir que capituler, mais ils ont aussi régulièrement pilonné des quartiers civils d'Alep, tuant des femmes, des enfants et des personnes âgées innocents. Plus encore, ils ont empêché les civils de quitter les zones sous leur contrôle. Ils ont ouvert le feu sur des civils qui tentaient de passer vers l'ouest de la ville. Ce fait a été confirmé par de nombreux témoignages, y compris du personnel des organismes humanitaires internationaux.

En ce qui concerne les arrestations massives, les disparitions forcées et les représailles sanglantes à l'encontre de militants civils, nous n'avons aucune information à ce sujet. Il y a une heure, nous avons contacté notre ambassade à Damas, qui est en contact avec les autorités syriennes et le commandant de l'armée russe en Syrie. Ils ont catégoriquement démenti cette information. Naturellement, on s'est assuré que les militants qui quittent la ville encerclée n'avaient pas participé à la perpétration de crimes, y compris des attaques contre un hôpital de campagne russe. Nous pensons que dans cette situation, les mesures prises étaient justifiés, parce que nous avons affaire aux voyous terroristes du Front el-Nosra, aux voyous du Noureddine Zanki et à d'autres gangs du même genre.

Toutefois, je tiens à souligner en particulier que la grande majorité des anciens membres des groupes armés illégaux, qui se sont rendus aux autorités syriennes à la suite de l'amnistie, ont retrouvé leur famille après les procédures habituelles. L'aspect le plus important du conflit, l'opération antiterroriste à Alep s'achèvera dans les prochaines heures. Tous les militants, ainsi que les membres de leurs familles et les blessés, transitent actuellement par des couloirs convenus vers les destinations de leur choix, y compris Edleb. Les officiers du Centre russe pour la réconciliation des parties belligérantes travaillent aux postes de contrôle.

En ce qui concerne les arrestations arbitraires ou autres violations de l'accord conclu avec les groupes armés illégaux, l'armée russe n'a signalé aucune violation. En outre, ces informations peuvent être confirmées par les représentants du Comité international de la Croix-Rouge qui se trouvent actuellement à Alep, ainsi que par tous les organismes humanitaires des Nations Unies basés à Alep sous la houlette du Coordonnateur résident.

Enfin, nous répondons à tous les communiqués qui nous sont envoyés, y compris par la délégation des États-Unis, en ce qui concerne les allégations d'abus ou de violations du droit international humanitaire. Je vais donner lecture de la réponse de notre représentant militaire à Genève à un message qu'il a reçu de M. Jan Egeland, qui est, comme le Conseil le sait, le Conseiller spécial principal pour les affaires humanitaires de Staffan de Mistura. Sa réponse est la suivante :

> « Après été avisé que les forces gouvernementales auraient infligé de mauvais traitements aux civils se trouvant dans l'est d'Alep, le Centre russe de réconciliation a immédiatement ouvert une enquête sur ces accusations ».

Hier et aujourd'hui, les officiers russes se sont rendus dans tous les quartiers libérés. Ils ont parlé avec les commandants et les civils. Pas un seul cas de mauvais traitements ou de violations du droit international humanitaire contre la population civile de l'est d'Alep n'a été découvert. Les innombrables incidents énumérés à l'instant ne sont pas crédibles. Dans le même temps, des faits ont été découverts en rapport avec des crimes commis par les terroristes. Dans le quartier de Al-Rashidin, on a trouvé les corps de personnes qui avaient été exécutées après avoir essayé de quitter la ville. Dans la zone de Al-Ansari Mashad, on a découvert des écoles et des hôpitaux piégés. Dans le quartier de Insari Sark, on a trouvé les documents d'un tribunal de la charia, comprenant les peines de mort prononcées à l'encontre de civils. Tous les quartiers-généraux et les armements des terroristes se trouvaient dans des écoles, des mosquées et des hôpitaux. On a recueilli des milliers de témoignages sur la torture, les exécutions sommaires et les brutalités auxquelles se sont livrés les insurgés contre des civils. Nous espérons que nos interlocuteurs auront le courage de le dire avec objectivité.

Nous voulons croire que le Secrétariat saura faire preuve du courage et de l'objectivité nécessaires pour faire rapport sur tout cela et ne tentera pas de rejeter toute la faute sur le Gouvernement syrien et, comme cela a été dit ici, sur ceux qui l'appuient, notamment la Russie. Ceux qui disent cela protègent les terroristes! Cela fait longtemps que nous appelons l'attention sur le fait qu'il est inacceptable que les fonctionnaires du Secrétariat parlent des terroristes comme s'ils n'étaient pas plus qu'un détail des conflits en Syrie et en Iraq. Ils ne sont pas juste un détail. Il s'agit d'un fait primordial, qui est interprété ainsi dans les résolutions du Conseil de sécurité.

Quant à l'assertion selon laquelle le Conseil de sécurité ne s'acquitte pas de son rôle, je ne suis absolument pas d'accord. Le Conseil a adopté la résolution 2254 (2015) - une résolution fondamentale - en décembre 2015. Ce n'est pas notre faute si certains États continuent de rechercher la satisfaction sur le

champ de bataille tout en maintenant l'illusion d'un possible changement de régime à Damas par la force. Revenons au travail qui est le nôtre et attachons-nous à appliquer correctement les résolutions du Conseil de sécurité qui pourraient véritablement aboutir à un règlement de la crise en Syrie.

M. van Bohemen (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Il y a 23 ans, j'étais assis derrière mon ambassadeur tandis que le Conseil discutait du Rwanda. C'était une expérience des plus horribles. Lorsque je me préparais à prendre mes fonctions actuelles, mes collègues m'ont souvent demandé quel serait mon « moment Rwanda ». Je crois qu'il est probablement arrivé. Alors, tout comme maintenant, des informations crédibles nous parvenaient, concernant des atrocités en train d'être commises. Alors, tout comme maintenant, il y avait quelqu'un assis à la table du Conseil, qui était partie au conflit et avait son propre point de vue. Mais, en fin de compte, la vérité s'est fait jour.

Je choisis de croire le Secrétaire général quand il vient dire au Conseil qu'il y a des informations crédibles selon lesquelles des atrocités sont en train d'être commises. Je choisis de croire le Secrétaire général et ses collaborateurs quand ils disent que le problème, ce n'est pas le terrorisme, mais la barbarie.

Nous avions désespérément essayé d'éviter le scénario actuel lorsque nous avions travaillé avec l'Égypte et l'Espagne pour tenter d'obtenir une résolution du Conseil, afin de faire cesser la violence et d'assurer un accès ordonné à l'Organisation des Nations Unies et d'autres partenaires humanitaires, en vue de satisfaire les besoins de la ville assiégée. Nous avions lancé le même appel la semaine dernière, en consultations, lorsque nous sommes parvenus en quelque sorte à un accord approximatif sur ce que nous pourrions déclarer aux médias, sauf que l'élément très important que nous avions demandé – que l'Organisation des Nations Unies doive participer aux modalités d'accès et d'évacuation – ne nous a pas été autorisé par la Russie. C'est le problème auquel nous sommes confrontés aujourd'hui. L'Organisation des Nations Unies n'est pas sur le terrain. Elle n'est pas en mesure de vérifier la situation. Il ne sert donc à rien de nous dire que des rapports ont été rédigés et que des enquêtes ont été menées, parce que personne n'est sur place pour contrôler ce que vous faites.

Les tactiques utilisées dans l'est d'Alep vont à l'encontre de l'humanité la plus élémentaire. Ces tactiques à court terme ne font rien pour contrer le terrorisme. Elles nourrissent la radicalisation et, plutôt que de hâter la fin de la guerre, elles font s'éloigner la paix.

Nous partageons les critiques du Secrétaire général au sujet de l'inaction du Conseil. Au cours des derniers mois, nous avons à maintes reprises appelé l'attention sur cet échec du Conseil. Nous avons essayé de remédier à cet échec en présentant des projets de résolution pour traiter le problème. Et nous avons échoué. Nous avons échoué. D'une certaine façon, il s'agit d'un échec collectif de l'ensemble du Conseil. Mais, d'une autre façon, c'est un échec d'un genre particulier, car un membre permanent a utilisé le veto pour empêcher le Conseil d'agir pour remédier à une grave crise humanitaire. Ce veto, selon nous, est contraire à l'esprit fondamental du paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte des Nations Unies, aux termes de laquelle nous travaillons tous. Et c'est une tentative cynique d'en utiliser une disposition pour promouvoir les buts militaires de l'un des participants au conflit.

Le Secrétaire général est venu à cette séance d'urgence du Conseil et nous a dit que nous devions agir, que nous devions faire quelque chose pour remédier à la situation. Nous exhortons donc la Russie, nous exhortons l'Iran, nous exhortons la Syrie à travailler avec nous. Actuellement, nous ne pouvons nous concentrer que sur l'immédiat. Sauver des vies doit requérir toute notre attention. Nous devons faire en sorte que l'Organisation des Nations Unies soit présente sur le terrain. Nous devons faire en sorte que l'ONU puisse aider la population – ceux qui veulent partir doivent être autorisés à le faire et ceux qui ont besoin d'aide humanitaire doivent la recevoir, lorsque c'est possible.

Bien entendu, nous savons que la paix et la stabilité ne seront rétablies, en fin de compte, que grâce à un retour au dialogue, à la réconciliation et à un changement politique véritable. Mais actuellement, ces choses-là nous semblent très lointaines. Pour l'instant, concentrons-nous sur ce qui doit être fait pendant les prochaines heures.

M. Yelchenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : L'Ukraine est consternée par les informations faisant état d'atrocités massives et de campagnes de chasse à l'homme lancées par le régime syrien et ses partenaires dans le crime. Il suffit d'écouter les Syriens pris au piège à Alep, qui crient :

« Nous prions tous pour qu'il pleuve. Quand il pleut, les avions ne peuvent pas prendre l'air et les bombardements cessent pour un peu de temps. »

Est-ce que cela est fabriqué, d'après l'Ambassadeur russe? Des personnes cherchant un abri affluent dans la zone qui n'est pas encore aux mains du régime. Des milliers de personnes s'entassent sur un bout de terre d'environ six kilomètres carrés. Des gens y arrivent avec trois ou quatre enfants, pour fuir le carnage qui s'annonce.

Le régime syrien dit qu'il a ouvert un couloir pour la population, menant à une prétendue sécurité. Mais les civils locaux préfèrent affronter les bombes et la dureté des circonstances plutôt que d'accepter l'accueil du Gouvernement. Le fait que l'armée syrienne a déjà tué un demi-million de membres de sa propre population est en effet un grand facteur de dissuasion. Les choses ne pourraient pas être plus épouvantables. Le pire, c'est que ce n'est pas comme si personne n'avait vu venir cela ou n'avait pu l'éviter. Dès le tout début, on pouvait voir très clairement ce que les forces du régime syrien et ses milices feraient aux habitants d'Alep une fois qu'elles auraient pris la ville. Dès le tout début, il était évident que des violences sectaires et des massacres auraient lieu.

C'est pour cela que, ces deux derniers mois, des membres du Conseil ont essayé, à deux reprises, d'éviter de tels événements. Mais tous ces efforts ont été anéantis par la position irresponsable de l'un des membres permanents du Conseil, à savoir la Fédération de Russie. Nous considérons à ce sujet que les paroles de Jan Egeland vont droit au fait :

> « Les Gouvernements syrien et russe doivent être tenus pour responsables des atrocités commises à Alep par les milices loyales au Président Bashar Al-Assad. »

Est-ce que cela aussi est fabriqué, simplement parce que cela n'a pas été confirmé par l'armée russe, à qui, bien entendu, on peut le plus faire confiance dans le monde?

Outre les souffrances inimaginables des personnes qui fuient le massacre en cours à Alep, nous devons également garder à l'esprit les faits nouveaux inquiétants autour de Palmyre, où l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) essaie encore une fois de réaffirmer sa présence. Un tableau affreux se fait jour. Tandis que les forces d'opposition sont constamment et impitoyablement pilonnées par la totalité des forces militaires assemblées par Bashar Al-Assad, avec l'aide de ses alliés, Daech ne se heurte à pratiquement aucune résistance alors qu'il s'apprête à reprendre Palmyre.

Cela suscite une question. Quelles sont les véritables priorités de Damas et de ses alliés? Quand fera-t-on preuve du même acharnement à lutter contre les forces de l'EIIL que celui manifesté contre les forces d'opposition? Il est clair maintenant que le régime syrien et la Russie ont choisi de régler militairement le conflit syrien. Je ne peux pas me souvenir du nombre de fois où ma délégation l'a répété : au lieu d'une cessation des hostilités à Alep, la Russie et le régime syrien utilisent une politique de la terre brûlée à la manière de ce qui s'est passé à Grozny. Ils doivent faire face à la justice pour leurs crimes et pour ce qui s'ensuivra, s'agissant des graves conséquences d'une telle brutalité.

Les mots ne suffisent pas pour décrire l'ampleur des crimes commis à Alep. L'histoire jugera. Je suis sûr que le jour viendra où le régime syrien et ses complices siégeront dans une salle différente et dans des circonstances différentes, lorsqu'ils seront jugés pour tout ce qu'ils ont fait.

Nous demandons une fois encore – et j'espère que c'est par une voix unie – que soit imposé un cessez-le-feu durable à Alep pour permettre l'évacuation sans danger des personnes vulnérables et des blessés hors des décombres de cette ville. Nous soulignons une fois encore l'obligation de toutes les parties sur le terrain de protéger les civils et de respecter le droit international humanitaire et le droit international relatif aux droits de l'homme.

M. Bermúdez (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Nous remercions le Secrétaire général de son exposé.

Malheureusement, malgré l'intensification du rythme des séances au Conseil de sécurité et, plus récemment, à l'Assemblée générale sur la situation en Syrie, nous continuons de voir, semaine après semaine, jour après jour et même heure après heure, un engrenage macabre qui semble ne pas avoir de fin. Les informations les plus récentes de l'Organisation des Nations Unies sur la situation à Alep sont effroyables. D'abord, nous avons appris qu'il est possible que des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants de l'est d'Alep aient disparu après avoir été évacués. Aujourd'hui, on nous informe qu'il y a actuellement des exécutions sommaires et que des tireurs embusqués assassinent des dizaines de civils dans cette même partie de la ville, y compris des femmes et des enfants, dans la rue et même dans leur foyer.

Tout semble indiquer que nous touchons à la fin de la bataille pour la maîtrise d'Alep. Mais il faut poser la question : à quel prix? Combien de civils innocents ont-ils payé de leur vie la lutte contre le terrorisme? Combien de cadavres sont ensevelis sous les décombres causés par les bombardements intenses? Nous ne le saurons peut-être jamais. Ce que nous savons, c'est que la grande majorité des enfants, des mères, des travailleurs et des personnes âgées qui sont morts n'étaient pas des terroristes. Nous avons exhorté les parties au conflit à s'abstenir de continuer à commettre ces atrocités. Tout indique que la responsabilité des derniers incidents revient aux forces du Gouvernement syrien et de ses alliés. Soyons clairs : la Syrie est détruite et cette crise ne peut pas être résolue par des moyens militaires. La seule issue, ce sont des négociations entre toutes les parties au conflit, lesquelles devront rendre compte de leurs crimes. L'impunité ne fera que les encourager à commettre ces actes bestiaux.

La séance d'aujourd'hui porte essentiellement sur Alep, mais l'Uruguay est gravement préoccupé par les progrès que les groupes terroristes ont faits la semaine dernière, en particulier à Palmyre, dont les combattants de Daech ont repris le contrôle et où des dizaines de civils auraient été tués. Les terroristes sont toujours très forts en Syrie. Nous rappelons qu'à l'heure actuelle, la seule solution dépend de l'imposition d'un cessez-le-feu inconditionnel et immédiat à Alep et dans le reste du territoire syrien, ce qui permettra à des centaines de milliers de Syriens d'avoir immédiatement accès à l'aide humanitaire et facilitera la tenue de négociations, comme le prévoit la résolution 2254 (2015), qui est sur le point de marquer son premier anniversaire. Nous devons veiller à ce que l'arrogance et le triomphalisme fondés sur d'éphémères victoires militaires ne l'emportent. Nous devons écouter les membres de l'Organisation, nous devons écouter l'Envoyé spécial du Secrétaire général, et nous devons négocier.

M. Martins (Angola) (*parle en anglais*) : Nous tenons tout d'abord à remercier le Secrétaire général pour son exposé, et exprimer notre solidarité avec les efforts qu'il déploie pour faire cesser toutes les atrocités commises dans la ville d'Alep contre des civils, notamment des femmes et des enfants.

Il est de notre responsabilité collective de veiller à ce que toutes les parties au conflit évitent de cibler les civils et respectent le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme.

Alep, et en particulier sa population civile, a assez souffert. Le Gouvernement et l'opposition ont une tâche difficile à accomplir qui exigera un dialogue et une coordination considérables si l'on veut éviter aux civils pris au piège entre leurs forces la mort et la souffrance. Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra mettre fin au carnage à Alep et s'acheminer vers une solution politique. Nous exhortons instamment les parties à choisir la voie du dialogue plutôt que celle de la violence, y compris la détention, la torture et le meurtre de combattants, ainsi que de civils.

Mme Adnin (Malaisie) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Secrétaire général pour son exposé, qui nous a informés que l'anéantissement des quartiers est d'Alep n'est pas une simple menace, mais une réalité, menée à terme au mépris total des vies innocentes. Pas plus tard que la semaine dernière, le Conseil a été informé que les attaques aériennes cesseraient de manière unilatérale et que les opérations militaires sur le terrain dans l'est d'Alep s'arrêteraient temporairement pour permettre des évacuations médicales et la séparation des combattants armés de l'opposition des groupes terroristes. Mais des attaques brutales ont repris avant que des secours significatifs aient pu être fournis. Nous sommes obligés de demander quel était le but ou l'intention de l'annonce de cette trêve.

Nous sommes profondément troublés par les rapports de l'ONU faisant état d'exécutions extrajudiciaires de civils, qui se chiffreraient à 82 pour la seule journée d'hier, dont des femmes et des enfants, lors d'attaques sur le terrain. Quel crime ces enfants ont-ils pu commettre pour être exécutés sommairement par des milices pro-gouvernementales dans leur propre maison? Outre ceux qui ont été impitoyablement exécutés, plus d'une centaine d'enfants non accompagnés ou séparés de leur famille seraient, selon l'UNICEF, piégés dans l'est d'Alep dans des bâtiments soumis à des attaques nourris. Ces attaques doivent cesser. Il faut sauver les enfants et les protéger.

Les quartiers est d'Alep sont sur le point d'être totalement détruits. Ceux qui ont une influence sur les parties au conflit doivent en user pour faire cesser les exécutions sommaires de civils. Plus de 100 000 personnes sont toujours prises au piège, et nous appuyons fermement la demande faite par l'Organisation des Nations Unies sur les parties au conflit pour l'imposition d'urgence d'un cessez-le-feu afin de permettre leur évacuation. Le sort des civils innocents relève de la responsabilité des forces attaquantes.

Compte tenu de la prise imminente par les forces gouvernementales syriennes de l'est d'Alep, nous espérons que le Gouvernement prendra des mesures immédiates pour mettre en oeuvre ce qui suit. Premièrement, il doit exiger que ses forces fassent preuve de la plus grande retenue, respectent le principe de discrimination et de proportionnalité, s'abstiennent de toute attaque prenant délibérément pour cible des civils, en particulier des femmes et des enfants, et cessent toute exécution extrajudiciaire ou sommaire. Deuxièmement, il doit faciliter un accès immédiat et sans entrave de l'aide et du personnel humanitaires à toutes les zones sous son contrôle effectif, et engager un dialogue politique ouvert à tous, en mettant l'accent sur la réalisation de la réconciliation nationale. Nous estimons que ces mesures sont le minimum nécessaire pour rétablir le calme et la stabilité, ce que le Gouvernement lui-même a cité comme étant l'un de ses principaux objectifs.

Comme l'a dit le Secrétaire général, il faut examiner les aspirations légitimes et les griefs des parties opposées à Damas d'une manière pacifique par le biais d'un dialogue et d'un engagement constructifs, et non pas en lançant de nouvelles opérations militaires.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

La Chine demeure profondément préoccupée par la situation dans diverses régions de la Syrie, notamment à Alep, et tient à exprimer sa profonde sympathie au peuple syrien, qui subit de terribles souffrances du fait du conflit.

La manière dont la situation en Syrie a évolué jusqu'à présent est le résultat de l'interaction d'une série de facteurs qui opèrent dans de nombreuses dimensions. La communauté internationale doit bien réfléchir aux causes profondes de la situation et prendre des mesures concertées visant à parvenir à une solution globale, juste et appropriée. La complexité et la nature sensible des circonstances actuelles font qu'il est encore plus important de veiller à ce que la communauté internationale ne s'écarte pas de la voie susceptible de mener à l'objectif ultime, qui est de rechercher un règlement politique. Nous devons œuvrer de concert pour remettre la crise syrienne sur la voie du dialogue et de la concertation en vue de parvenir à un règlement durable de cette guerre et de cette anarchie dans les plus brefs délais. Les efforts de la part de la communauté internationale doivent encourager des mesures sur les quatre volets pertinents – le rétablissement du cessez-le-feu, la reprise des pourparlers politiques, la reprise des efforts conjoints de lutte contre le terrorisme et la fourniture d'une aide humanitaire. Le rôle de l'Organisation des Nations Unies en tant que principal fournisseur de bons offices doit être respecté, et les pourparlers de Genève doivent reprendre sans tarder.

La lutte contre le terrorisme fait partie intégrante d'une solution de la question syrienne. L'organisation terroriste appelé « État islamique » a récemment lancé des attaques répétées, et le risque augmente que les forces terroristes puissent devenir plus puissantes et se propager. La communauté internationale doit donner la priorité à la lutte contre les forces terroristes sur le territoire syrien en renforçant sa coordination des efforts de lutte contre le terrorisme, dans le respect des normes uniformes et en étant résolument contre l'État islamique et tous les autres groupes désignés comme terroristes par le Conseil de sécurité. La Chine est prête à travailler avec la communauté internationale en faveur d'une solution politique à la crise syrienne le plus rapidement possible.

M. Bessho (Japon) (*parle en anglais*) : Le Japon partage pleinement les graves préoccupations de la communauté internationale face à la détérioration de la situation humanitaire à Alep et estime que cela exige une réaction urgente. Avec l'arrivée du froid et de la pluie, plus de 80 000 personnes déplacées sont dans une situation extrêmement précaire. Il était très important que le Conseil se réunisse aujourd'hui sur cette question. Il nous faut en effet agir pour venir en aide aux civils syriens. La déclaration qu'a faite le Secrétaire général aujourd'hui est très claire : l'ONU affirme avec force l'obligation de protéger les civils et de respecter le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme. Cette responsabilité incombe en particulier au Gouvernement syrien, et à ses alliés, alors qu'il poursuit son opération militaire à Alep.

Le 8 décembre, le Conseil a insisté sur deux choses : la nécessité de faire preuve d'humanité, d'abord, et le fait qu'il faut absolument œuvrer à un processus politique fondé sur la résolution 2254 (2015). Il était utile que le Conseil puisse au moins faire valoir ce point de vue sur la Syrie pour la première fois depuis longtemps. Le message fondamental est qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise syrienne. Ce conflit qui n'a que trop duré va laisser de profonds stigmates, physiques et psychologiques, sur le peuple syrien. En outre, la haine fait le jeu de l'extrémisme, ce qui n'est dans l'intérêt de personne.

Aujourd'hui, le Conseil doit penser avant tout à la population syrienne. Une cessation rapide des hostilités est indispensable, parallèlement à la fourniture d'une aide humanitaire et à la promotion du processus politique. Nous devons prouver, non pas en paroles mais en actes, que la communauté internationale n'abandonnera pas les Syriens en ces heures sombres.

M. Moustafa (Égypte) (*parle en arabe*) : Nous avons tenu de nombreuses séances sur la crise syrienne au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale ces derniers mois, des séances qui n'ont produit aucun progrès tangible, mais ce sont seulement traduites par des projets de résolution et des déclarations ainsi que des discussions sans fin tandis que le peuple syrien continue de souffrir, victime d'un conflit aussi inhumain que sanglant. Le conflit persiste alors que nous voyons tous qu'une solution est possible, si tant est qu'on le veuille réellement. Le temps passe et des vies sont perdues alors qu'une issue est à la portée des parties, directement et indirectement, impliquées dans cette guerre sans merci, et alors que le Conseil a clairement énoncé ce qu'il fallait faire pour mettre fin au bain de sang, notamment dans ses résolutions 2254 (2015) et 2268 (2016).

À certains moments nous avons pu croire que les parties en présence avaient enfin réalisé combien le conflit n'avançait à rien et que l'heure était venue de regarder la réalité en face. Mais les faits viennent systématiquement nous rappeler que les considérations politiques et la posture militaire l'emportent sur le désir de parvenir à un règlement du conflit. D'aucuns préfèrent ignorer ce qui est la pire crise humanitaire de l'histoire moderne et le fait que le territoire syrien est devenu une véritable pépinière pour les terroristes et les mercenaires. Ils veulent oublier que le pays est en train d'être détruit par les acteurs non étatiques, d'une part, et par l'ingérence étrangère, de l'autre. Les rivalités politiques continuent de retarder l'ouverture de négociations sérieuses entre les parties syriennes. Les analyses divergentes de l'origine de la crise syrienne et des facteurs qui l'alimentent ne doivent pas être un obstacle pour la communauté internationale. Nous sommes en présence d'un conflit à part entière, qui a toutes les allures d'une guerre totale et qui ne prendra fin qu'avec une solution politique.

Dans ce contexte, je voudrais rappeler les éléments que l'Égypte a tenté ces derniers de mettre en avant dans le cadre des initiatives qu'elle a entreprises, soit en communiquant avec les parties à la crise, y compris l'opposition syrienne, soit dans le cadre de ses efforts au Conseil de sécurité, dans l'espoir de guider tous ceux qui ont une influence sur les parties.

Premièrement, voilà six ans que la population syrienne, hommes, enfants, mères, personnes âgées, subit ce qu'aucun être humain ne devrait jamais avoir à subir, à savoir le déplacement, le massacre et l'anéantissement de son avenir. C'est pourquoi, prendre en compte la situation humanitaire de tous les Syriens, quelle que soit leur affiliation, doit rester la priorité absolue, sans exception et indépendamment des objectifs ultérieurs. Le combat pour la démocratie et la liberté, d'un côté, et la lutte contre le terrorisme, de l'autre, ne sont pas des raisons pour déchirer une société, tuer ses enfants et se venger sur certaines communautés en procédant à des exécutions.

Deuxièmement, l'essor du terrorisme en Syrie n'est pas une illusion ni une exagération. Son poids et son impact sur les événements sur le terrain ne doivent pas non plus être pris à la légère. Des milliers de terroristes, de mercenaires et de radicaux diffusant des idées extrémistes sont rentrés dans ce pays avec l'aide de forces extérieures. Certains groupes et certaines parties ont délibérément choisi de soutenir l'extrémisme et le terrorisme politiquement et opérationnellement sur le terrain, y compris en coopérant directement avec le Front el-Nosra et le Front de la conquête du Levant ou en leur apportant un appui politique. Il est grand temps que le Conseil de sécurité et ses organes antiterroristes s'attaquent de front à ce phénomène, notamment par l'intermédiaire du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) et du Groupe international de soutien pour la Syrie.

Troisièmement, la guerre par procuration et l'ingérence étrangère en Syrie doivent cesser. Les Syriens doivent recouvrer leur droit de décider de leur avenir et pouvoir concrétiser leur aspiration à un pays uni, stable et démocratique qui respecte les droits de l'homme et l'égalité de tous les citoyens, quelle que soit leur opinion ou leur affiliation.

Quatrièmement, il est encore temps pour les parties syriennes de reprendre les choses en main. Je leur demande à toutes de prendre leurs responsabilités vis-à-vis de la population, qui jour après jour est tuée et déplacée, et de le faire sans intervention étrangère et sans qu'une partie cherche à l'emporter sur l'autre. Personne ne sortira vainqueur en Syrie. Il n'y a aura que des perdants.

Quelles que soient les avancées militaires au sol d'une partie ou d'autre, une telle solution ne peut s'inscrire sur le long terme et n'apportera pas la stabilité au peuple syrien. Les défis qui l'attendent sont bien plus grands et bien plus importants que l'issue de la bataille. Les déplacés et les réfugiés se comptent par millions, les morts par centaines de milliers, des villes entières sont détruites, l'économie s'est totalement effondrée et les objectifs à long terme que poursuivent certaines parties étrangères ne vont pas dans le sens des intérêts du peuple syrien. Plus grave encore, la tournure confessionnelle et ethnique prise par le conflit ces dernières années menace toute aspiration à la coexistence.

C'est pourquoi je ne cesserai de répéter que la situation en Syrie ne sera pas réglée par une solution militaire. Pour relever les défis qui se posent au pays, il faut un processus politique global et équilibré. J'invite une nouvelle fois le Secrétaire général, par l'entremise de son envoyé spécial, à entamer le plus rapidement possible les préparatifs à des négociations entre le Gouvernement et l'ensemble de l'opposition, sans favoritisme ni compromission qui risqueraient de nuire à l'indépendance d'une solution syrienne, mais conformément à la résolution 2254 (2015) et en s'appuyant sur le Communiqué de Genève (voir S/2012/522, annexe) afin d'élaborer une transition sur laquelle toutes les parties syriennes puissent s'entendre. Je demande également au Secrétaire général de résister à toutes les pressions qui pourraient empêcher la tenue de négociations le plus tôt possible. Je lui demande aussi de dénoncer nommément toute partie faisant effectivement obstacle à de telles négociations. Il est grand temps que toutes les parties assument leurs responsabilités à l'égard du peuple syrien et face à l'histoire.

M. Ciss (Sénégal) : Je voudrais, à l'instar de ceux qui m'ont précédé, remercier le Secrétaire général pour les éléments d'information fournis et réaffirmer la vive préoccupation de ma délégation face à la multiplication et à l'intensification des activités militaires à Alep orientale, activités qui ont été à la base de plusieurs victimes, parmi lesquelles de nombreux enfants, et du déplacement de nombreuses personnes.

C'est le lieu pour ma délégation de demander que la lumière soit faite sur les exactions commises, notamment sur la mort de 82 personnes annoncée.

Nous réitérons notre condamnation de la destruction continue d'infrastructures publiques telles que les marchés, les écoles et les systèmes d'adduction d'eau mais également et surtout des établissements sanitaires, ce qui constitue une violation flagrante du droit international humanitaire, des droits de l'homme et de la résolution 2286 (2016). Cela nous amène à lancer de nouveau un appel en faveur d'une cessation des hostilités, notamment de l'observation de trêves humanitaires permettant au personnel médical et humanitaire d'assister les populations dans le besoin à Alep. Nous tenons également à rappeler l'obligation qui incombe aux belligérants, en particulier au Gouvernement, en matière de respect du droit international humanitaire et des droits humains.

La dimension humanitaire étant symptomatique de la crise politique, nous renouvelons notre appel aux membres du Groupe international de soutien pour la Syrie, en particulier ses coprésidents, à redoubler d'efforts afin de donner un souffle nouveau à la cessation des hostilités, indispensable à l'assistance humanitaire et à la relance du processus politique.

Le Conseil de sécurité devrait pour sa part continuer de jouer son rôle de garant de la paix et de la sécurité internationales en vertu de la Charte, et ceci en prenant ses responsabilités face à la détérioration continue de la situation sur le terrain. À cet égard, nos efforts doivent s'orienter vers la fin de la violence, en œuvrant notamment à la redynamisation de la cessation des hostilités sur l'étendue du territoire syrien, à travers la mise en œuvre de la résolution 2268 (2016).

En plus de contribuer à la formulation de réponses pratiques à la situation humanitaire catastrophique dans la ville d'Alep, notre conviction est qu'une approche globale et holistique du dossier syrien demeure plus que jamais nécessaire, en particulier la prise en charge des aspects politiques et sécuritaires dans un contexte de risques liés au terrorisme, à la radicalisation et à la prolifération des armes de destruction massive.

M. Suárez Moreno (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Le conflit qui frappe la Syrie va bien au-delà des frontières de ce pays pour toucher l'opinion publique, un des champs de bataille les plus actifs, comme nous l'avons vu dans cette salle. Il a été souligné avec insistance que la crise humanitaire en Syrie est la pire catastrophe du XXIe siècle. Certains ont demandé où se trouvait la boussole morale de ceux qui défendent le Gouvernement syrien et, à cet égard, appellent à mettre fin à l'impunité pour ce qui se passe sur le terrain.

Malheureusement, les voix de la morale parmi nous semblent ne pas tenir compte des résultats des

actions qu'ils ont menées en Iraq et en Libye avant le conflit en Syrie. Nous nous demandons : Que peut faire la communauté internationale pour que ceux qui alimentent de tels conflits rendent compte de leurs actes devant la justice, pour prévenir une répétition de ces objectifs interventionnistes condamnables, qui sont à l'origine d'un tel chaos?

Notre pays est extrêmement préoccupé par la situation humanitaire, une inquiétude que nous avons exprimée à de nombreuses occasions. Le peuple syrien est victime d'un conflit armé alimenté par une intervention étrangère et des objectifs géopolitiques particuliers, qui ont violé la souveraineté de ce pays.

Face à cette dynamique perverse, nous devons prendre conscience que le terrorisme est la cause principale du conflit et de ses effets négatifs. Le Front el-Nosra s'est positionné dans l'est de la ville, provoquant un véritable chaos, établissant des liens avec l'opposition dite modérée. Cette alliance, au lieu de chercher à assurer la sécurité des civils dans l'est d'Alep, les empêche de quitter la zone, y compris par l'emploi de la force, comme l'ont déclaré de nombreuses personnes déplacées qui ont réussi à quitter la zone.

Si l'accord conclu le 9 septembre entre la Fédération de Russie et les États-Unis avait été appliqué, la situation serait plus encourageante. Le manque de volonté des acteurs compétents de faire la distinction entre l'opposition dite modérée et la menace posée par le Front el-Nosra et les entités qui lui sont associées est la véritable raison de l'échec des négociations. De plus, les bombardements délibérés par la coalition mondiale contre l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) de lieux tenus par les forces syriennes, ont fini par anéantir toutes les efforts faits pour ouvrir la voie à la paix et à la stabilité en Syrie.

Notre pays est convaincu que la Syrie a le droit de défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale contre les attaques perpétrées par des organisations terroristes. Il est important de signaler que le Gouvernement syrien déploie des efforts considérables pour lutter contre le fléau terroriste sur son territoire. La reprise de chaque zone tenue par l'EIIL et Al-Qaida est une garantie de paix et de stabilité dans la région. Cela est illustré par les villes sous le contrôle des autorités syriennes.

Nous déplorons le fait que les souffrances humaines soient utilisées pour servir les objectifs particuliers d'autres pays, qui ne bénéficient en rien au peuple syrien. Nous réitérons que la crise humanitaire, causée par plus de cinq années de guerre et alimentée depuis l'étranger, doit être analysée de manière équilibrée. Nous soulignons que la question humanitaire impose une approche équilibrée, objective et impartiale.

Récemment, nous avons constaté que plus de 10 000 civils ont fui les zones contrôlées par les terroristes, à la recherche d'un abri, de nourriture et de médicaments, dont ils ont été privés par le Front el-Nosra et ses alliés. Nous considérons donc que l'ONU doit apporter une aide humanitaire dans les zones libérées des terroristes, afin d'apporter un appui accru à la population syrienne. Nous sommes également d'accord avec l'idée selon laquelle des groupes humanitaires et le Groupe international de soutien pour la Syrie, qui s'emploie à obtenir une cessation des hostilités, doivent poursuivre leur travail, puisque la participation d'un plus grand nombre de pays voisins ainsi que de la communauté internationale, pour apporter une solution au peuple syrien, serait extrêmement utile.

Enfin, nous réaffirmons qu'une solution politique et pacifique est le seul moyen possible d'assurer la paix et la stabilité en Syrie. Nous devons donc appuyer les efforts diplomatiques actuellement déployés par l'Envoyé spécial et ses tentatives de reprise des pourparlers de paix à Genève.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration à titre national.

L'histoire se souviendra du Conseil de sécurité dans sa composition actuelle. Il faudra donner une réponse à de nombreuses questions. Était-il nécessaire qu'Alep tombe de cette manière? Pourquoi ne pouvions-nous pas éviter les massacres? Pourquoi n'avons-nous pas été capables d'organiser l'évacuation de tous les civils de l'est d'Alep après des mois de siège? Il s'agit d'une séance du Conseil de sécurité tenue en urgence, et ma déclaration sera donc directe.

J'appuie totalement l'appel lancé par le Secrétaire général et je demande instamment au Gouvernement syrien et à ceux qui ont une influence reconnue sur les parties au conflit de faire tout leur possible pour faciliter un accord en vue de l'évacuation sans délai des civils, du retrait du petit nombre de combattants restants, d'un accès d'urgence à l'aide humanitaire ainsi que de la fourniture d'une aide médicale à la population.

Il n'est pas nécessaire qu'Alep tombe d'une autre façon. Il n'est pas nécessaire qu'une autre page sombre de l'histoire soit écrite aujourd'hui. L'Espagne

continuera à travailler en étroite collaboration avec la Nouvelle-Zélande et avec l'Égypte pour l'éviter.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : J'aimerais apporter une brève mais importante précision en réponse à l'appel lancé par le Président : peut-être qu'il y a eu des problèmes d'interprétation, ou peut-être que je n'ai pas été assez précis dans ma déclaration. Le fait est que l'accord dont vous avez parlé, auquel vous avez appelé – concernant l'évacuation des combattants – a été conclu il y a quelques heures et est déjà en train d'être mis en œuvre. Les combattants, avec leurs familles, et les blessés, sont en train d'être évacués vers la destination de leur choix, notamment à Edleb.

Ces dernières heures, nous avons reçu des informations selon lesquelles les activités militaires dans l'est d'Alep avaient cessé. Il n'y a pas de doute en ce qui concerne la cessation des hostilités ou le lancement des opérations humanitaires. Le Gouvernement syrien a pris le contrôle de l'est d'Alep et c'est le moment de mener des interventions humanitaires concrètes. La population qui est restée sur place n'a aucune raison de partir, même s'il y a probablement des civils qui souhaitent quitter cette ville détruite. Mais les combats ont cessé.

Ce sombre chapitre de l'histoire de l'est d'Alep est désormais clos. Espérons que nous pourrons profiter de cette occasion pour intensifier les efforts politiques en vue de la reprise des négociations, comme l'a dit M. De Mistura récemment. Il faut également acheminer une aide humanitaire à grande échelle dans l'est d'Alep, en faveur des habitants qui ont quitté la ville et de ceux qui y sont restés. Il faut créer des conditions propices pour que ceux qui ont quitté la ville puissent regagner leurs foyers le plus tôt possible.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République arabe syrienne.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Le romancier russe Tolstoï a dit quelque chose d'avisé qui s'applique à certains de ceux qui sont dans cette salle, à savoir qu'avant de juger les autres, il faut d'abord se juger soi-même. Quant à Platon, il a dit que plus le mensonge est grand, plus il est facile de le croire.

J'ai cru comprendre en suivant la déclaration de la représentante des États-Unis que c'est le Gouvernement syrien qui avait commis des massacres, le génocide et des crimes contre l'humanité au nom des gouvernements successifs de son pays, au Viet Nam, en Corée, en Palestine, en Iraq, en Libye, au Nicaragua, au Rwanda, dans la région des Grands Lacs, à la Grenade, à Cuba, au Venezuela et en Yougoslavie. C'est pourquoi je tiens tout d'abord à affirmer que mon gouvernement est innocent de ces crimes et massacres. Nous publierons peut-être prochainement un livre blanc pour clarifier notre position s'agissant de ces accusations.

Depuis le déclenchement de la guerre terroriste imposée à mon pays, la Syrie, nous sommes habitués à voir certains membres du Conseil soumettre des projets de résolution, appeler à la convocation de réunions d'urgence et présenter des exposés de toute urgence, comme c'est le cas aujourd'hui. Ils font cela sur la base d'informations fabriquées, de rapports tendancieux et de faux témoignages, chaque fois que l'armée syrienne et ses alliés enregistrent des avancées face aux groupes terroristes armés qui sont soutenus par les gouvernements mêmes de ces États. Il s'agit de groupes terroristes et non de civils.

La situation n'est pas différente aujourd'hui. Le plus haut fonctionnaire de l'Organisation, le Secrétaire général, dont le mandat expirera dans deux semaines ou 20 jours comme le Conseil le sait, s'est empressé de faire une déclaration sur la situation dans la ville d'Alep sur la base d'informations non vérifiées, comme il l'a dit dans la déclaration en question. Il a dit, et je cite, que l'ONU est incapable de vérifier ces informations de façon indépendante. Si le Secrétaire général n'est pas en mesure de vérifier ces informations, pourquoi alors les avoir incluses dans une déclaration officielle pour diffamer le Gouvernement syrien et ses alliés qui luttent contre le terrorisme?

Je pense que nous avons le droit de nous demander pourquoi l'Organisation des Nations Unies, qui est censée être une source d'informations crédible, publie des déclarations et émet des jugements en se basant sur des sources douteuses. L'objectif de certains au sein de l'Organisation est de servir les desseins de certains États en militant contre le Gouvernement syrien et ses alliés et de fournir une couverture politique et médiatique aux groupes terroristes qui sont à leurs ordres.

Je puis vous assurer encore une fois, Monsieur le Président, ainsi que les membres du Conseil et les États qui respectent encore le droit international, la Charte des

Nations Unies et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité relatives à la lutte contre le terrorisme, qu'à Alep et dans les autres villes syriennes, le Gouvernement syrien, avec ses alliés, ne fait qu'exercer le droit constitutionnel et juridique qui est celui de tout gouvernement, à savoir protéger ses citoyens contre le terrorisme. C'est ce que fait le Gouvernement syrien, bien entendu dans le respect du droit international et du droit international humanitaire. Je conteste catégoriquement toutes les informations auxquelles ont fait allusion les représentants des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni et d'autres indiquant que le Gouvernement syrien prend pour cible ses citoyens à Alep. Je réaffirme en outre que l'objectif primordial de toutes les actions du Gouvernement syrien depuis le début des opérations à Alep – ouverture de couloirs pour assurer un passage sécurisé même à ceux qui portent des armes, la mise en place de centres d'accueil, l'amnistie, la fourniture d'une aide alimentaire et sanitaire – était de protéger les civils et de sauver leurs vies.

Qu'il me soit permis de montrer au Conseil quelques photos. Voilà ce que fait l'Armée syrienne à Alep : un soldat syrien qui se sert de son corps comme d'une échelle pour aider une femme à descendre d'un camion qui la ramenait de l'est d'Alep Voilà ce que fait l'Armée syrienne. Voici un autre soldat syrien portant sur ses épaules une femme civile qui essaie de fuir l'est d'Alep, en provenance de zones tenues par les terroristes. Voici des soldats syriens organisant la distribution de l'aide alimentaire à des civils après qu'ils aient réussi à fuir l'est d'Alep. J'ai beaucoup d'autres photos, mais je sais que nous n'avons pas beaucoup de temps.

Ce qui est étonnant, c'est que tous les rapports du Conseil de sécurité parlent de la présence en Syrie de dizaines de milliers de terroristes et de mercenaires étrangers provenant de plus de 100 pays, comme l'a dit également mon collègue, le Représentant permanent de l'Égypte. Je l'en remercie. Malgré cela, et comme à leur habitude, certains, pour protéger leurs terroristes, dénient au Gouvernement syrien le droit de vérifier l'identité de certaines personnes qui sortent, mêlées aux civils, de certains quartiers d'Alep contrôlés par les terroristes, et ce pour les empêcher de fuir et de reprendre leurs activités terroristes sur le sol syrien et, peut-être, sur celui de l'un de vos pays par la suite. J'ai en ma possession des dizaines de photos montrant ces terroristes qui coupaient les têtes, mangeaient des foies, et qui tentent maintenant de fuir l'est d'Alep avec les civils, habillés en femmes. Ces héros ont mis des vêtements de femme pour fuir avec les civils de l'est d'Alep, mais ont été arrêtés par l'armée syrienne.

Le comble de l'hypocrisie, c'est que l'incitation contre le Gouvernement syrien se poursuit sur la base de rapports et de témoignages qui ne trouvent crédit qu'aux yeux des représentants de ceux qui ont demandé la tenue de la présente séance et de leurs services de renseignements. Dans le même temps, ces derniers font la sourde oreille et ferment les yeux sur les témoignages des nôtres dans la ville d'Alep, qui ont été libérés par l'armée syrienne et ses alliés, témoignages repris par des agences de presse étrangères et non pas syrienne seulement, sur les souffrances qu'ils ont endurées aux mains de groupes terroristes armés commandés par des terroristes étrangers ne parlant pas arabe. Le comble de l'hypocrisie, aussi, c'est que les représentants de ces pays insistent, sur la base des mêmes rapports, pour dire que le Gouvernement syrien assiège sa population et la prive de médicaments et de denrées alimentaires, alors que ces mêmes pays continuent de nier le fait que des dizaines d'entrepôts contrôlés par les groupes terroristes armés à Alep regorgent de toutes les formes d'articles sanitaires et de produits alimentaires interdits aux civils.

Quelle personne douée de raison peut croire un seul instant que les dizaines de milliers de terroristes que combattait l'armée syrienne à Alep auraient pu mener quatre ans durant leurs activités terroristes – et cibler civils, armée syrienne et infrastructures de base – si les parrains du terrorisme, dont certains sont des États membres du Conseil, ne leur avaient pas fourni armes et protection? Je ne fais que poser une question.

Je rejette catégoriquement la véracité de toutes les fabrications, hallucinations et allégations avancées par certains dans leurs déclarations concernant la commission d'actes de vengeance, de terreur et d'exécutions sommaires de civils. Pour ce qui est de la poursuite et du ciblage des terroristes, cela entre dans le cadre des prérogatives constitutionnelles du Gouvernement syrien, comme vous l'avez fait dans les rues de Nice, de Paris, de Londres, de Boston, d'Oklahoma, de Caroline du Nord, d'Égypte, du Sinaï, de Tunis, de Mumbai, du Nigéria, du Kenya et de Tanzanie.

Pour terminer, je voudrais dire qu'il est vraiment étonnant que mon collègue, l'Ambassadeur du Royaume-Uni, affirme qu'il ne croit pas que le Gouvernement syrien lutte contre le terrorisme à Alep. Pourtant, en tant que Représentant permanent, il a lui-même contribué, ainsi que ses prédécesseurs, à l'adoption de 16 résolutions sur la Syrie, dont huit concernant la

lutte contre le terrorisme, et toutes ont été adoptées à cause de la crise syrienne, et elles réaffirment toutes le droit du Gouvernement syrien de lutter contre le terrorisme et la participation de vos États à la lutte contre le terrorisme en Syrie et en Iraq. Comment peut-il nier la présence du terrorisme en Syrie alors que son pays même a voté pour huit résolutions portant sur la lutte contre le terrorisme en Syrie?

Enfin, Monsieur le Président, je me permets d'apporter un petit correctif à ce que vous avez dit dans votre déclaration – dans laquelle vous vous êtes demandé en fait s'il faut attendre qu'Alep tombe. Alep ne tombera pas. Alep est une ville syrienne qui a été libérée des mains des terroristes et de leurs parrains, qui ont mis en péril la sûreté et la sécurité de ses habitants. Alep ne fait que retourner dans le giron de l'État, dans le sein de la nation. Elle n'est pas tombée.

La séance est levée à 13 h 55.